CONSTRUIRE LES MOBILISATIONS SOCIALES (synthèse de la commission de l'AG)

Ce texte présente les propositions d'Ensemble pour les mobilisations à construire contre les politiques de Macron. Il ne préjuge pas de la poursuite des débats qui traversent le mouvement concernant la recomposition politique et la stratégie électorale.

1- L'AG nationale d'Ensemble a approfondi dans une commission un bilan de la séquence sociale et politique depuis l'offensive de Macron contre les acquis sociaux et notamment la bataille des ordonnances. Elle a aussi discuté de perspectives d'actions nouvelles. Les camarades qui agissent dans FI définissent eux-mêmes comment cette activité devra être adaptée et précisée, dans le cadre des campagnes adoptées par FI à sa convention du 25 novembre.

2- Le mouvement ouvrier, syndical et politique, a subi un revers important dans la première phase de l'offensive de Macron contre les conquêtes sociales, et notamment le droit du travail. La validation des ordonnances au Parlement représente une défaite politique. Il convient cependant de préparer les conditions d'une poursuite de l'action contre les plans de Macron, à commencer par les droits des chômeur-euses menacé-es par le projet de mise sous tutelle étatique de l'Assurance-chômage, sous couvert d'universalisation des droits. Cette question pose plus généralement la question de toute la Sécurité sociale, de son financement par socialisation des richesses, de son extension universelle (régime général étendu) pour garantir les droits de tous les travailleurs-euses en dépit de statut juridique parfois différents (plates-formes numériques, artisans, etc).

3- Nous sommes aux côtés des organisations de chômeurs-euses dans leurs mobilisations souvent isolées, mais aussi aux côtés de toutes celles et ceux qui subissent simultanément l'offensive macronienne : baisse des APL, licenciements des emplois aidés, personnes mal logées, ou sans perspective de logement, contre-réforme du logement social, des retraites, etc. Nous sommes aussi aux cotés de la défense des services publics, notamment dans la santé et le soutien aux luttes des personnels hospitaliers. Nous sommes aux côtés des migrants qui cherchent un soutien des services publics et demandent le respect des règles internationales. Nous défendons le droit des êtres humains à l'accueil et au bénéfice des droits partout dans le monde. Nous sommes aux côtés des femmes, des associations et syndicats qui les soutiennent, dans leurs mobilisations pour faire reconnaître l'ampleur des violences qu'elles subissent et la responsabilité de l'État à mettre en œuvre un plan d'urgence transversal à toutes ses actions pour y mettre fin. Cela passe forcément par une augmentation des moyens à y consacrer et à une formation des personnels chargés de les prendre en charge.

4- Il est décisif que le syndicalisme s'unisse pour agir contre la remise en cause des droits des chômeurs et précaires, contre la destruction de l'assurance-chômage au profit d'un système d'allocations forfaitaires payées par fiscalité.

5- En tant que mouvement politique, Ensemble a des responsabilités propres pour aider à cette mobilisation. Ensemble précisera ses propres positions par une journée d'étude à ce sujet. Nous ne défendons nullement l'UNEDIC telle qu'elle est. Il est nécessaire d'une finir avec le paritarisme, et de promouvoir des institutions sociales contrôlées par les salariés-es et les chômeurs-euses.

6- Nous participons et aidons à la définition de perspectives unitaires de lutte par une campagne prolongée. Il est souhaitable que les forces du Collectif pour nos droits sociaux, ainsi que les organisations à l'initiative de la manifestation du 2 décembre contre le chômage et la précarité, prolongent leur activité. Cela pourrait prendre la forme d'une nouvelle journée de manifestations nationales début 2018. Mais pour assurer le succès d'une telle journée, elle pourrait être précédée d'une campagne de meetings unitaires et aussi d'assises pour une refondation des droits, rassemblant forces associatives, syndicales et politiques. Le succès de ces meetings dépend de l'engagement de toutes les organisations. Mais il convient de mener une initiative politique particulière de conviction pour que les forces politiques opposées au système Macron agissent ensemble (FI, Ensemble, EELV, PG, PCF, Générations-s, GDS, NPA, Nouvelle Donne, RS). En effet, pour porter un coup au système Macron, il faut délégitimer sa politique. C'est ce qui fonde notre volonté réaffirmée de rassembler les forces de la gauche antilibérale pour riposter aux mesures que le gouvernement veut imposer. C'est pourquoi Ensemble ! propose à toutes les forces politiques de gauche antilibérale de se rassembler de la manière la plus efficace possible pour agir en commun. Des propositions de rencontres seront faites avec les organisations. Partout où c'est possible, est également nécessaire de relayer cette démarche avec une construction associant des personnes sans appartenance politique, en mettant sur pied des assemblées citoyennes ou collectifs citoyens.

7- Ces propositions sont en lien avec les élaborations déjà discutées dans Ensemble pour une Sécurité sociale universelle, garantissant une sécurité des salaires pour tous et toutes, ainsi que la perspective d'une société sans chômage, sans domination, sans subordination (RTT, contrôle et critique du travail, émancipation du travail).
Il ne s'agit pas seulement d'agir *contre* les visées du gouvernement, mais de mettre en avant des propositions alternatives mobilisatrices en cohérence avec une société d'émancipation. Nous discuterons partout nos propositions, avec les salarié.e.s comme avec les précaires : les mobilisations seront accompagnées de l'affirmation de véritables objectifs politiques et sociaux unitaires.

Ni les ordonnances contre le droit du travail, ni les atteintes aux collectivités territoriales et aux services publics, ni le mépris pour les luttes des femmes pour l'égalité (harcèlement, salaires…), ni la pauvreté pour des millions de personnes, ni la sélection contre le droits aux études pour toutes et tous ne peuvent être acceptées dans une société injuste où il faut imposer une autre usage des richesses, un pouvoir démocratique, l'intervention active du plus grand nombre contre les décisions du Président des riches. Dans la jeunesse, il est important que des appels unitaires larges se déclinent sur le terrain avec de véritables actions d'informations des étudiant-e-s et des lycéen-ne-s pour des journées de mobilisation.